

Culture politique et culture des femmes

I. DEUX SYSTEMES OUVERTS

A partir de la dichotomie/antinomie du titre de cet exposé, je vais essayer d'esquisser un constat et de faire un pari.

Le constat nous mènerait au premier abord à des observations connues, telles que le niveau de participation des femmes dans les institutions politiques et toutes les stratégies qui, à cet égard, se sont développées et sur lesquelles on a abondamment écrit pendant les dernières années.

Mais il nous mène surtout à la vérification que chacun des termes : culture politique/culture des femmes est à un tournant décisif.

La culture politique qui s'est forgée pendant des siècles n'est plus à même de rendre compte des demandes, besoins et interactions des personnes, groupes, institutions, nations. Les prémices qui ont conduit la théorie politique se sont maintenues immuables. Même si la pratique politique s'est éloignée souvent du corps doctrinal politique, il y a toujours la possibilité de faire appel aux repères fondamentaux pour ajuster les pratiques.

La culture politique qui s'est ainsi maintenue est devenue une culture politique traditionnelle. Ce dont on parle souvent n'est rien d'autre que la sédimentation de ce qui a été jusqu'à maintenant. Cependant, au moment même où elle devient une culture universelle, elle dépérit : elle se révèle impuissante face à des situations et des problèmes concrets nouveaux, elle semble paralysée face à des défis globaux.



C'est donc à l'intérieur d'un champ de force mobile que la culture politique pourra être aperçue : ensemble d'enjeux qui prennent chacun - et dans leur interaction - des caractéristiques radicalement nouvelles.

La culture des femmes couvre, elle aussi - et davantage -, un champ sociologique et anthropologique dont les repères sont loin d'être définis. Réduite pendant des millénaires à une situation d'objet de perception par un regard étranger, la culture des femmes ne fait qu'émerger. Certes, un corpus théorique s'est constitué à une vitesse extraordinaire pendant les vingt dernières années, mais il n'est pas encore ni complet, ni suffisamment cohérent pour que l'on puisse établir, de façon rigoureuse, ce qu'on pourrait appeler la culture des femmes. Il est possible de la voir déjà à l'oeuvre dans une analyse approfondie, entre autres de la littérature ou de l'histoire, ayant ainsi dépassé le stade de propositions idéalisées qui donneraient corps à un ensemble de valeurs statiques.

Il s'agit donc aussi d'un nouveau champ de forces constitué à partir et autour d'acteurs sociaux, de leurs histoires, de leur rencontre avec tout le savoir organisé et avec les différentes activités et institutions sociales.

Face à un tel constat de mobilité, d'inédit, d'ouverture face à l'inconnu, serait-il donc impossible d'établir la relation entre culture politique et culture des femmes ?

Bien au contraire. Nous sommes face à l'interaction de deux systèmes ouverts, ce qui demande pour l'un et pour l'autre de nouveaux concepts, de nouvelles méthodologies, une nouvelle manière d'interpréter leur évolution. Quoique autonomes, ces deux systèmes sont "condamnés" à se rencontrer. Ils s'affrontent sur de multiples points et pas seulement au point de départ. Ce rapport de deux systèmes sociaux, tous les deux portant en quelque sorte un

caractère englobant, constitue un problème inédit dont on ne peut pas encore dire quelles en sont les issues et les solutions.

. Les enjeux du champ politique concernent les femmes autant que les hommes, dans tous les aspects de leurs vies, de leurs relations, de leurs institutions et satisfactions sociales. Les acteurs sociaux que sont les femmes marquent, de par l'expression de plus en plus affirmative de leur culture, tous les champs du social par de nouveaux repères.

Mon pari se situe donc à ce point-là :

- 1) quand la culture des femmes s'ancre dans l'histoire, elle intervient nécessairement dans le politique ;
- 2) la nouvelle culture politique ne pourra pas se passer des apports de la culture des femmes ;
- 3) la période de transition vécue par la culture politique offre des brèches successives par où la culture émergente des femmes peut pénétrer et s'autostructurer.

Il s'agit d'un processus qui, comme toute interaction de systèmes, se caractérise par la complexité. Tout ce que l'on peut dire est donc provisoire, imbu de probabilités plus que de certitudes, risquant parfois de s'aventurer dans des zones de turbulence dont la direction serait difficile à trouver et le couloir de calme presque inexistant. Mais ne s'agit-il pas exactement de la complexité dont l'enjeu apparaît comme le défi le plus radical de l'époque contemporaine?

II. UNE NOUVELLE CULTURE POLITIQUE ?

Une nouvelle culture politique est exigée à la fois au plan mondial et à l'intérieur de chaque société. La nouveauté radicale de la situation réside dans la globalisation de tous les enjeux et, en conséquence, de l'interdépendance entre toutes les entités politiques.

A. Au plan mondial

1. La réorganisation du géo-politique

Ainsi, et en tout premier lieu, au monde bi-polaire qui, avec ses zones d'influence délimitées, maintenait l'équilibre de la dissuasion (quitte à jouer dans des guerres localisées ses affrontements) succède un monde uni-polaire, ou comme certains le disent actuellement, un seul monde.

Soudainement, les rapports de force se trouvent tous changés. Même les efforts déployés en Europe - où les changements se sont fait sentir au premier degré - ne sont pas suffisants pour endiguer les nouveaux conflits émergents. Certes, les conflits idéologiques à l'intérieur de chaque société n'ont plus le même contenu, l'écroulement du communisme ayant, pour ainsi dire, amené avec lui et ses défenseurs et ses opposants, devenus subitement vides d'ennemis. Mais à leur place naissent des affrontements nationalistes ou surgissent des antagonismes ethniques qui constituent de nouveaux clivages et qui, jusque-là, étaient contenus par la crainte des atteintes à la sécurité.

Or, les structures régionales mises en place n'ont pas encore subi l'épreuve de vérité - dans la pratique elle ne sont pas reconnues et ne sont donc pas efficaces.



C'est-à-dire, le monde s'achemine vers de nouveaux agencements géo-politiques et géo-stratégiques sans avoir pour autant une conscience unanime et de la pensée et des structures qui serviront le nouveau stade de la vie internationale.

Il n'y a pas de vision réaliste sur la régulation des mécanismes mondiaux, des nouveaux principes à mettre en oeuvre, des nouvelles pratiques capables de rendre effective une telle régulation. Seule une telle vision pourra susciter des institutions crédibles et ouvrir une ère de paix et de justice.

2. Le redressement économique

La globalisation des enjeux est aussi économique, commerciale et financière.

Le désordre économique international est tel que, tandis que l'on continue d'utiliser l'expression "développement", le véritable flux de capitaux s'en va du Sud vers le Nord.

Dans la nouvelle idéologie, celle de l'économie de marché à outrance, nous faisons face à un protectionisme accru de tous les grands espaces commerciaux - y inclus la CEE - sans permettre aux pays producteurs des matières premières d'entrer librement dans le marché international.

Les conditions du crédit financier international sont telles qu'elles deviennent, par le poids de la dette extérieure qu'elles ont souvent provoquée, des pierres d'achoppement du développement lui-même, conduisant à la situation qu'une femme ministre du Zimbabwe décrivait il y a peu de temps : "nous payons nos dettes avec la vie de nos enfants".

L'immense tache de pauvreté absolue s'élargit dans le monde tandis que la consommation des pays développés est soumise au

critère du "toujours plus", en allant bien au-delà des besoins de la majorité de leurs populations.

A l'échelle de la planète, les êtres humains forment une "noosphère" comme l'appelait Teilhard de Chardin, couche de millions et de millions de gens de toutes races et âges, vivant liés les uns aux autres sans en être conscients et dépendant les uns des autres. Quand l'économie aura intégré dans tous ses rouages cette notion, il sera possible d'envisager un temps de prospérité pour chacun et de justice pour tous.

3. Survie de l'humanité

Peut-être aucun autre aspect ne révèle si clairement la globalisation des problèmes que la relation des hommes à la nature. C'est un changement vers quelque chose d'inédit. Car l'histoire s'est faite pendant des siècles, en toute indépendance par rapport à la nature. **Fundação Cuidar o Futuro** Tout au plus la nature faisait sentir ses ravages lors des épidémies ou des catastrophes dites naturelles.

L'industrialisation a introduit la nature dans l'histoire sans que l'on s'en aperçoive. Par l'exploitation systématique de toutes les ressources naturelles. Par la création d'agglomérations urbaines brisant totalement le lien de l'homme avec la nature.

Mais tout d'un coup la nature s'est révoltée - elle a acquis une voix. L'histoire ne pourra plus se faire sans penser en même temps la nature.

La science et la technologie sont au coeur du rapport que l'homme (individuel ou en société) entretient avec la nature. Toute politique scientifique et technique est aussi un enjeu global, non seulement par le principe généreux - et si souvent oublié - de l'universalité de la science, mais aussi par les conséquences de tous ordres des connaissances scientifiques et technologiques dans la vie et dans la survie de l'humanité.

4. Des choix collectifs

Comment venir à bout de ces grandes responsabilités collectives ?

Le cadre conceptuel, les normes existantes, ne sont pas suffisants. Il faut aller vers une autre trajectoire. D'autant plus nécessaire que le savoir, les valeurs et les diverses composantes des situations ont changé.

Il faut cerner de plus près, innover, changer d'échelle, inventer.

Nous faisons face à un degré de complexité qui est bien au-delà des institutions existantes, du corps théorique que nous avons hérité et des capacités des personnes. De nouvelles aptitudes seront nécessaires pour élaborer une culture politique qui, loin d'isoler les enjeux, les perçoit dans leurs interactions et en saisit l'interdépendance foncière. De nouvelles priorités s'ébauchent auxquelles doit répondre une capacité de décision sans faille et sans préjugés.

Nous nous voyons ainsi devant des interrogations sur le contenu de cette nouvelle culture politique :

- comment rendre compte d'une culture politique qui doit embrasser à la fois des questions de sécurité et d'économie, d'environnement et de bien-être social, de marché et d'approfondissement culturel ; et tout cela sur le plan de la planète ? Une vision du monde est nécessaire qui soit caractérisée par la complexité et l'interdépendance.
- comment faire en sorte que la vision globale des problèmes renforce au lieu de l'annuler l'identité de chaque groupe social ou national, en étant pour ainsi dire le cadre

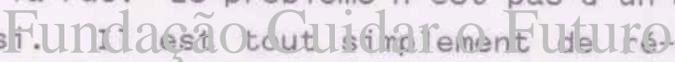


conceptuel et opérationnel dans lequel des décisions politiques plus proches et immédiates peuvent être prises ?

B. A l'échelle d'une société

De cette interdépendance découlent aussi les grandes questions que toute société se pose à l'intérieur de ses frontières.

1. Mutation de la citoyenneté

D'abord le rapport entre Etat et politique, entre Etat et société civile, entre société civile et politique. Le politique a, pendant les dernières années, subi une implosion. Par les caractéristiques de la gestion technocratique et par les effets pervers de la procédure démocratique, le politique s'est dissocié du corps social qui n'a gardé que deux possibilités de s'exprimer : les urnes et la rue. Le problème n'est pas d'un aménagement plus ou moins réussi.  C'est tout simplement de ré-invention de la démocratie.

Seul, l'Etat-nation ne peut venir à bout de problèmes dont l'ampleur est global. De ce fait, le sens traditionnel de souveraineté se trouve mis en question. On parle alors de souveraineté déléguée, de souveraineté partagée. Mais à l'intérieur de l'Etat, ce changement de perspective sur la souveraineté ne va pas sans introduire de profonds changements dans l'organisation même de la société, dans son rapport à l'Etat et dans les fonctions que l'un et l'autre se voient attribuées. Elle va jusqu'à caractériser autrement l'idée et la pratique de la citoyenneté.

L'Etat moderne s'était constitué sur une affirmation fondamentale que le sujet de la souveraineté y est le peuple tout entier. La citoyenneté y trouve ses racines - chacun est responsable de la sauvegarde et de l'approfondissement de la

souveraineté. Le respect des droits civiques et politiques en sont le pilier constitutionnel. La citoyenneté, de par l'interdépendance de la planète, se trouve à cet égard, transformée.

En effet, la démarche suivie par la défense des droits de l'homme a dépassé le concept étiqué de souveraineté, en arrivant de nos jours - et par une résolution de l'ONU - à reconnaître le droit d'ingérence. C'est dire l'élargissement et de la souveraineté et de la citoyenneté - nous devenons tous réellement responsables des entorses aux droits humains qui se produisent en dehors de nos frontières.

La citoyenneté se trouve aussi engagée dans le redressement du déséquilibre économique entre le Nord et le Sud. J'ai suggéré récemment que le taux de un pour cent du PNB que les pays développés devraient consacrer au développement de l'hémisphère Sud (consigné dans les Stratégies internationales du développement de l'ONU et uniquement atteint par la Suède et les Pays-Bas) devienne une mesure obligatoire. Comment ? En rendant le droit de vote de chaque pays à l'ONU dépendant de l'exécution d'une telle décision ! Cela ne dépend que de la volonté et de la pression de chaque citoyen.

Ces deux exemples montrent les changements nécessaires à l'expression de la citoyenneté. Ils disent aussi quelque chose sur le enrichissement du concept et de la pratique de la démocratie.

2. Aprofundissement de la démocratie

La question clé de la démocratie est le fait qu'elle vit encore sur des modes de la civilisation industrielle. Elle n'a pas dégagé les conséquences de la nouvelle société de l'information et des services pour se forger de nouvelles références et créer de nouveaux mécanismes.

De l'ère industrielle, nous gardons, par exemple, des mécanismes de consultation aux forces sociales qui se limitent aux expressions organisées du binôme capital/travail (patronat/syndicats).

De l'ère industrielle, nous transportons jusqu'à aujourd'hui un schéma uniquement commercial réducteur ou ignorant de l'importance primordiale des choix scientifiques et technologiques.

Ne nous y trompons pas : le discrédit dont jouit la politique tient en grande partie à une représentativité qui n'en est pas une : élection de députés sur des listes résultant des luttes de tendance à l'intérieur des partis ; mise à l'écart lors des discussions de questions vitales pour la société ; éloignement de plus en plus grand des élus par rapport aux électeurs.

Fundação Cuidar o Futuro

Quand il y a "concertation", il se produit un nivellement qui, en se basant sur le plus petit dénominateur commun, ne satisfait personne et reste loin d'une vision capable de rendre solidaires et de mobiliser. C'est ce que quelqu'un a appelé : "le charme triste du consensus".

L'opinion publique n'ayant pas de canaux pour se faire entendre, si ce n'est par le biais trompeur des sondages, la volonté populaire reste sans prise directe sur les événements ce qui facilite de plus en plus l'avènement du pouvoir personnel au sommet des hiérarchies politiques, l'absence d'entraînement au véritable travail en équipe, l'alibi du "secret d'Etat" y jouant un rôle qui n'est pas sans importance.

Les schémas et les institutions démocratiques s'en trouvent gravement affectés. Une société hautement médiatisée par la technique jusqu'aux opérations les plus élémentaires, une société qui devient de plus en plus la société de l'information a besoin



de nouveaux modes d'élaboration de la volonté populaire, d'intervention des personnes et des groupes dans les affaires de la vie sociale, de lieux et modes d'expression et de représentation.

Certes, la démocratie "câblée" n'est pas pour demain.

Mais les nouveaux instruments dont nous disposons permettront la mise en chantier de formes inédites de consultation et de délibération.

Car c'est à ce niveau-là que se situe la citoyenneté : dans la possibilité non seulement d'intervenir dans des moments de crise ou d'être appelé aux urnes lors des échéances électorales, mais de contribuer, avec son expérience et ses compétences propres, aux prises de décision qui concernent sa vie à court et à long terme.

Fundação Cuidar o Futuro

Pour certains, la revitalisation de la société civile est un des moyens décisifs de renforcement de la démocratie. Cependant, la société civile elle-même ne peut pas être définie aujourd'hui comme elle l'a été par Hegel, l'Etat-nation se trouvant lui aussi aux prises avec sa propre définition. Nous sommes partout devant des sociétés "bloquées", des sociétés qui ont du mal à se produire, face à la turbulence de cette période de complexité.

Mais c'est la théorie de la complexité elle-même qui fournit aux organismes vivants la possibilité de s'auto-organiser, de renforcer les marges qui en deviennent centres vivifiants, d'établir par la mobilité et la flexibilité de toutes les composantes sociales, de nouvelles configurations.

3. ...

Même en l'absence de ces questions de fond qui découlent en ligne droite de la séquence globalisation/interdépendance/souveraineté/citoyenneté/démocratie, toutes les sociétés se

trouvent à l'intérieur face à des questions dont les réponses ne sont pas devant nous : l'emploi (ou les activités rémunérées) ; les modèles de consommation qui ne soient pas une atteinte aux droits des autres et qui permettent la croissance économique ; les sources d'énergie permettant de contribuer à la dépollution de l'air, de l'eau et du sol ; les conditions d'habitat et des grandes agglomérations urbaines ; concepts et structures éducatives capables d'assumer les nouvelles données du savoir à toutes les étapes de la vie ; les conditions de fonctionnement des mass media en tant que pouvoir et la mise en place de mécanismes qui assurent leur capacité démocratique de rendre compte du pouvoir qu'ils exercent.

Je résumerai ainsi les deux volets de ce que je viens d'énoncer :

- Fundação Cuidar o Futuro
- quel contenu peut-on donner à une culture politique qui ne soit pas l'affaire d'une classe professionnelle mais, malgré sa haute technicité et les facultés cognitives qu'elle demande, reste à la portée de tous les hommes et de toutes les femmes dans leur vie quotidienne et dans leurs engagements multiples? ou, en d'autres termes, comment assurer une citoyenneté pleinement connaissante et responsable ?
 - que dire d'une nouvelle culture politique, qui malgré l'accroissement des exigences scientifiques et de prises de décision, se structure à partir des lieux où respire la vie humaine et mette sur la table des décisions les enjeux qui s'y dessinent ?
ou, en d'autres termes, comment faire en sorte que la citoyenneté soit conjuguée au pluriel et devienne élément structurant du politique à tous les échelons de la vie sociale?

III. Les femmes et la politique : Pour quoi faire ?

A. L'option du statu quo

Malgré l'état de questionnement de la culture politique elle-même, l'approche dominante en ce qui concerne la relation politique/femmes est celle de l'accès des femmes à la prise de décision politique.

Cette approche imprègne les organismes nationaux qui s'occupent des femmes (commissions, secrétariat, ministères) ainsi que les institutions internationales et, en particulier, l'ONU dans ses nombreuses agences et projets. Il s'agit de savoir s'il y a égalité entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le pouvoir politique, de vérifier si les femmes sont présentes dans la vie politique, comment elles y sont parvenues et comment les encourager à y participer davantage.

Cette approche se caractérise par le double effort de rendre les femmes visibles là où elles sont (statistiques sur la population active, recherches concernant la valeur du travail non payé dans le budget national, etc.) et de leur assurer une totale égalité de droits en ce qui concerne toutes les instances de la prise de décision politique.

Dans cette optique quantitative, l'accès des femmes à de telles fonctions est objet d'analyses et de stratégies. L'unanimité s'est faite concernant la difficulté d'accès, provoquée à la fois par les nombreuses tâches qui de nos jours reviennent de façon écrasante aux femmes dans tous les continents et dans tous les types de civilisation et par la pugnacité avec laquelle les instances de prises de décision sont défendues par ceux qui détiennent le pouvoir contre tout assaut venu de l'extérieur. Des systèmes d'amélioration de l'accès se sont mis



en place, en particulier les quotas qui se sont généralisés sans pour autant obtenir le consensus. Une information très poussée circule dans les instances régionales et internationales et il est hors de doute que le pouvoir politique s'est vu souvent "obligé" d'accepter la présence des femmes.

L'approche s'est élargie des fonctions strictement politiques, c'est-à-dire électives, jusqu'aux fonctions dans l'administration publique. Cela correspond en effet à un poids de plus en plus grand de la fonction publique, administrative et technique dans la prise de décisions politiques.

Des résultats quantitatifs importants ont été atteints pendant les quinze dernières années : les femmes sont plus présentes au plan de la politique locale, légèrement plus présentes dans les instances législatives et commencent à être visibles dans l'exécutif.

Fundação Cuidar o Futuro

Cependant, dans cette approche, l'égalité de droit avec les hommes étant manifestement l'aspect fondamental, la culture politique où les femmes vont entrer n'est pas mise en question.

Certes, lever l'interdit qui pèse sur la présence des femmes dans le monde politique en tant qu'acteurs à part entière est une étape importante de l'évolution des droits humains. Ce n'est pas uniquement une question de justice et de parité entre deux groupes sociaux - c'est le cas exemplaire de mise en échec de toute tentative de marginalisation de n'importe quel groupe particulier. L'annulation des tabous qui ramènent des femmes à des fonctions et rôles figés touche à la racine même des cultures et civilisations auxquelles elles appartiennent. En même temps, s'élargit dans l'imaginaire collectif (à commencer par celui des femmes elles-mêmes) l'éventail des possibilités qui leur sont ouvertes dans la gestion des choses publiques.

B. L'option de la différence

Une autre approche met en question la culture politique telle qu'elle existe. Le politique n'est pas uniquement un domaine longtemps resté fermé - c'est un domaine façonné par la pensée et l'action de l'homme masculin. D'où son caractère unilatéral, incomplet, exclusif, et, donc, incapable de répondre aux problèmes de la gestion politique. La violence du politique en tant que rapport de force, l'obsession du profit et du gain conduisant au fossé entre nantis et totalement démunis, les liens entretenus avec les medias, les rituels du comportement politique, apparaissent comme le résultat d'un seul modèle, le signe d'une seule empreinte - ceux qui caractérisent l'homme masculin laissé à lui-même. Le résultat de la gestion politique est vu dans ses perversions - et la discrimination à l'encontre de la présence des femmes est pour beaucoup dans une telle situation.

Dans ce contexte, l'accès des femmes au politique est marqué du signe de la différence. La femme dans son existence corporelle et sexuelle y est l'élément déterminant. Son rapport au concret et, en particulier, sa relation privilégiée à la nature, la conduisent à l'intervention spécifique dans le politique.

La recherche qui s'est faite sur ce domaine ouvre des perspectives importantes car elle met en question radicalement les paradigmes existant dans la culture politique actuelle et amène au premier plan une perspective globalisante de la personne humaine, de ses besoins, des relations entre les êtres humains et entre les groupes, des rapports entre les hommes, les établissements humains et la nature. Cette perspective déplace la question de la culture politique du niveau abstrait de la politique traditionnelle vers les questions sur lesquelles les hommes et les femmes, dans le

monde entier, butent tous les jours. Deux aspects particuliers sont souvent soulignés. L'un concerne l'analyse du comportement politique des femmes qui ont eu accès à des fonctions de prise de décision. L'autre consiste à examiner les organisations de femmes pour voir si elles se constituent autour d'axes différents de culture politique.

Il devient évident que l'accroissement du nombre de femmes en politique n'a de signification que dans la mesure où ces femmes apportent avec elles une différence. Or l'expérience montre que souvent, pour fonctionner à égalité avec les hommes, les femmes ont été contraintes d'assimiler les valeurs culturelles et les codes de comportement masculins qui régissent la vie dans l'espace public.

L'accès au pouvoir politique se fait souvent aux dépens du refoulement par les femmes des attitudes et modes d'être qui sont les leurs. D'où l'invisibilité de ce qui aurait pu être différent, le silence à l'égard d'une parole autre qui n'arrive pas à se dire. C'est un immense gaspillage d'un potentiel inédit d'innovation dans la vie politique.

Face à un tel gaspillage, cette approche dénonce les effets pervers d'une égalité qui est finalement réductrice de l'apport des femmes dans le domaine politique.

Dans ce contexte, le droit à l'accès n'est qu'une étape nécessaire pour faire advenir les femmes à leur pleine citoyenneté. Mais pour qu'il y ait une véritable signification politique, il faut atteindre une masse critique de femmes convaincues de leur être femmes et capables ainsi d'apporter la différence.

Poursuivant la même approche, certains groupes de femmes se voient comme laboratoire d'une nouvelle politique. Ce sont des lieux où est d'abord brisée la chaîne de la hiérarchie pyramidale,



où l'on fonctionne en structure horizontale ou en réseau. Ce sont des lieux aussi où s'élaborent des chemins de prise de décision qui, en suscitant l'apport irremplaçable de chacune, ne s'épuisent pas dans l'arithmétique une personne/une voix. Ce sont aussi des lieux où la fonction de pouvoir n'est pas le droit et la loi mais par le souci de l'autre et la responsabilité.

Pour ces groupes, l'intervention des femmes dans le politique est valable dans la mesure où ces femmes-là ont une expérience autre du pouvoir et sont elles-mêmes capables d'en introduire les éléments essentiels dans la culture politique dominante.

Ces deux approches - qui ne s'excluent pas - laissent, cependant, le politique intouché dans son besoin d'être reformulé autrement pour répondre à un contexte culturel et géo-politique entièrement nouveau.

Fundação Cuidar o Futuro

IV. CULTURE DES FEMMES/CULTURE POLITIQUE

A. Pleine citoyenneté des femmes

1. Protagonisme politique de toutes les femmes

Le champ conceptuel du politique ainsi que sa pratique se sont forgés en-dehors de l'expérience des femmes - il se trouve ainsi amputé d'une dimension humaine irremplaçable. L'incorporation d'une pleine citoyenneté des femmes introduit dans ce champ conceptuel des modes de penser et dans la pratique politique des modes d'agir qui seront décisifs pour l'avènement d'une nouvelle culture politique.

Nous sommes arrivés à un stade de la civilisation où l'on est potentiellement plus disponible pour accueillir les modes d'être, de penser et d'agir exprimés dans la culture des femmes.

La conscience même d'une crise civilisationnelle et le vide idéologique qui plane sur l'organisation politique de la planète, conduisent à une porosité du système social et politique où peuvent s'introduire de nouvelles références.

Une pleine citoyenneté des femmes suppose l'acceptation de l'acquis fondamental du mouvement des femmes - pour s'assurer une participation aux différents domaines de la vie sociale, les femmes ne peuvent pas se satisfaire de déléguer à quelques-unes les tâches qui en relèvent. Une participation à la vie politique n'a de sens que si elle est l'affaire de toutes les femmes.

Ceci signifie deux choses. Premièrement, l'attention à tous les efforts de pensée, d'activité sociale, de connection entre les différents domaines du réel, par où s'exprime, de façon consciente, la vie quotidienne des femmes. Ou, en d'autres termes, rendre visible, non seulement du point de vue des statistiques ou de la

sociologie mais du point de vue de la citoyenneté l'apport politique des femmes dans toutes leurs interventions dans la cité.

La restitution du protagonisme politique à celles et à ceux qui, de façon non traditionnelle et non médiatisée (donc invisible), sont engagés dans la poursuite de toutes les tâches qui font la trame du tissu social, est un changement profond apporté à la citoyenneté.

Deuxièmement, cela signifie une solidarité réelle entre les femmes pour que celles qui exercent le pouvoir politique expriment dans leurs décisions l'acquis de l'expérience des autres femmes et pour qu'elles y trouvent une base sociale d'appui naturel.

2. Ebranler la culture politique traditionnelle

Pour la plupart des femmes, la participation aux affaires publiques s'exprime, outre le vote, par deux situations à caractère passif. D'un côté, la relation de "cliente/bénéficiaire" des services de l'Etat, rendu plus accentuée chez les femmes par la quantité de situations où elles assument ce rôle. Plus l'Etat est bureaucratique, plus la relation de bénéficiaire dépouille le sujet de son autonomie et le rend dépendant. Cette relation doit acquérir un autre statut - pour cela, il faut pareillement que les procédures de l'Etat ne déposent pas les personnes de leur initiative en tant que sujet et que les femmes trouvent des moyens d'exercer ensemble des pressions lorsqu'elles subissent de telles dépendances.

D'un autre côté, les femmes sont aussi des récepteurs passifs de l'invasion des média et de tout ce qu'elles véhiculent, tout particulièrement la publicité. Premiers agents de la fonction économique de consommation, les femmes reçoivent continuellement des messages qu'à leur insu elles exécutent. Le changement des modèles de consommation, la ré-orientation de la production, une plus juste distribution des richesses à l'intérieur de l'espace



national et du monde passent par la libération des femmes à l'égard de la tutelle mentale des média.

Ces questions clés du nécessaire passage d'une participation non consciente à une participation active et lucide illustrent aussi la dimension politique de tous les actes et de tous les gestes qui façonnent, à tous les échelons, l'organisation sociale. Ce pouvoir politique diffus, non reconnu comme tel, est indispensable de nos jours à l'établissement de ce continuum de pensées, décisions, actions, qui constituent la culture politique. Quand elle parviendra à son éclosion authentique, la culture des femmes sera un élément décisif de cette transformation.

Car la culture des femmes est à un tournant de ses propres conditions d'existence. Absorbées à la quasi égalité avec les hommes dans le monde du travail et obligées pour y réussir de s'adapter aux rythmes et aux lois de productivité de l'industrialisation, les femmes n'ont pas jusqu'à ce moment secoué radicalement l'univers du travail et ses conditions inhumaines. Cependant, parallèlement à la journée de huit heures, aux congés payés, aux congés de maternité et au croissant élargissement du temps partiel, d'autres éléments de flexibilité du travail pourront entrer par une croissante mise en équation par les femmes de leurs conditions de vie. C'est améliorer les conditions de travail pour les hommes comme pour les femmes. Nous avons eu cependant besoin de plus d'un siècle pour arriver là seulement au début d'un changement de modèles et de paradigmes.

3. Traits émergents de la culture des femmes

Quand nous parlons de culture des femmes, que voulons-nous dire ?

Il commence à être acquis que les modes de connaissance des femmes ne peuvent pas être assimilés aux modes dominants dans la

société. Je ne parle pas de l'antinomie à laquelle on se réfère traditionnellement : intuition versus raison. Il s'agit d'un chemin plus complexe : un chemin de connaissances qui est fondé sur la pratique humaine. En effet, une conception unilatérale de la raison comme seul instrument de la connaissance laisse de côté la complexité des interactions qui ont lieu autour des phénomènes sociaux où l'être humain est impliqué. Ainsi, par exemple, les convictions traditionnelles, les normes sociales, les concepts théoriques, les structures disciplinaires, les possibilités linguistiques, les attitudes émotionnelles, les impositions de la création, les mythes primordiaux. La combinaison à de multiples niveaux de ces éléments qui sont là disponibles dans le corps social se double de tous les processus cognitifs qui sont à l'oeuvre chez l'être humain. Il nous suffit de penser à une liste si diverse comme "perception/intuition/conceptualisation/inférence/représentation/réflexion/imagination/mémoire/conjecture/rationalisation/argumentation/justification/contemplation/spéculation/méditation/validation/délibération". Non seulement nous avons devant nous un système multiple d'opérations cognitives mais elles ont lieu sur un fond qui, chez les femmes, se présente avec des accents spécifiques.

Un système cognitif ainsi imprégné d'opérations diverses de l'esprit conduit à une appréhension du réel qui est bien différente du mode dominant, qu'il soit le rapport de forces (de partis ou de personnes) ou qu'il soit le mode technocratique d'agencements soi-disant "objectifs" des analyses et des propositions.

Deuxièmement, et contrairement aux préjugés souvent reconnus et explicités, la culture des femmes est intrinsèquement liée à ce qui est pratique et réel. Malgré les changements de moeurs, nous constatons que dans tout l'hémisphère nord, les femmes restent celles qui fournissent et préparent la nourriture en dehors des circuits du commerce, celles qui sont les agents des soins primaires de santé, et celles qui transmettent avec la langue

justement dite maternelle, les premiers codes de signification qui structurent l'être humain. Cette triple fonction, qui prend des formes très diverses dans différentes couches sociales et tout au long du cycle de la vie des femmes, constitue un acquis dont les femmes n'ont pas encore été capables d'extraire les conséquences politiques nécessaires. Il suffit de voir à quel point elles revendiquent, dans l'optique égalitariste, les portefeuilles des secteurs dits "hard" sans comprendre que les secteurs "soft" constituent la trame fondamentale de la vie par où circulent les affects, les désirs, les aspirations, les frustrations des gens.



Il y a sans doute une intuition de cette démarche dans l'essai de récupération du passé d'une mémoire collective qui a conduit de nombreuses femmes chercheurs dans le domaine de la littérature à se poser des questions clés sur l'héritage dévolu aux femmes d'aujourd'hui par toutes celles qui à partir de leur expérience ont été capables d'établir un pont jusqu'à maintenant. C'est aussi le désir de se trouver une identité dans cette culture des femmes qui a amené à la prolifération non seulement des biographies de femmes mais de l'analyse fouillée concernant les lignes fondamentales qui se dégagent d'auto-biographies ou de biographies féminines.

Troisièmement, la culture des femmes peut puiser aussi dans les inclinaisons préférentielles que manifestent les jeunes filles dans leur évolution psychologique. Ce qui pour certains serait encore une fuite des femmes face à leur situation concrète, c'est-à-dire le refuge dans un monde de fantaisie (dont l'énorme consommation de revues féminines est la preuve), pourrait être acheminé vers l'éclosion de l'imagination axée sur des enjeux concrets et réels. La culture des femmes est ainsi aussi une tâche à accomplir.



C. Apports pour une nouvelle culture politique

D'une telle culture des femmes naissent déjà des éléments clés d'une nouvelle culture politique.

1) Les nouvelles médiations

L'organisation socio-politique autour de nouveaux axes est urgente. Les femmes, de par leurs multiples tâches, ont une connaissance directe des différents acteurs qui sont appelés par chaque enjeu. Un sens élargi de partenaires sociaux peut y trouver ses racines.

Les problèmes d'une société n'étant plus résolus par des recettes monolithiques, le besoin de trouver des "majorités d'idées" est urgent, faute de quoi la société est paralysée et bloquée. Si "la donna e mobile" ... heureusement qu'elle l'est! Sa préférence faible - son attention à la variété du réel - devient une condition de dynamisme socio-politique. L'expérience millénaire des femmes concernant la responsabilité sociale de l'organisation de la vie doit être mise à profit pour que tous aient à rendre compte des tâches politiques qui leur ont été dévolues.

2) La parole au ras-de-la-vie

Les media annulant la parole "autre", il est urgent que les femmes réalisent un travail sur les media qui soit à même de révéler à quel point ils camouflent la réalité partout. Une opinion née de la parole à partir du vécu doit obtenir sa place dans la société.

Mues davantage par le particulier concret que par les statistiques nivellatrices, les femmes sont en condition de nuancer toute donnée parlant au nom d'une opinion publique sans visage et sans forme. Pour ce faire, pour que les véritables proportions des choses soient claires, il faut

qu'elles passent de l'autre côté du miroir et qu'elles y amènent les autres.

Face au conformisme (amorphisme??) des masses les femmes doivent multiplier les lieux de prise de conscience qui, en partant de leurs situations de femmes, seront en conditions d'aider à bâtir "un vouloir" conscient des masses, en établissant les consensus qui font avancer la pensée.

2) Le pouvoir comme réalité diffuse

A partir de leurs expériences multiples, les femmes peuvent mettre en lumière des lieux de pouvoir beaucoup plus nombreux que ceux qui sont offerts par les institutions politiques. Ce faisant, c'est une restitution qui est accomplie à l'égard du corps social tout entier. Sa capacité démocratique s'étoffe et devient un frein à tout danger d'absolutisme.

Le travail collectif dont les repères ont été établis avec beaucoup d'originalité par les femmes pendant les années 70 est un atout fondamental pour remettre en valeur le travail d'équipe et pour démocratiser les structures de la prise de décision.

La simplicité du langage sur la chose publique donne au discours politique une transparence que la logique du "secret d'Etat" lui a ôtée. La démocratie en tant que pouvoir précédé d'un savoir s'y trouve enrichie.

La réhabilitation de tous les pouvoirs et la découverte (l'invention) des institutions qui les étayaient peuvent être mises en oeuvre par les femmes qui sont conscientes de la réalité diffuse du pouvoir et qui l'acceptent sans en être dupes.

2) Le rôle régulateur des modèles de consommation

A l'encontre du climat politique actuel, les femmes manifestent une expérience où fut vécu un pluriel qui s'inaugure dans l'interpersonnel et se répand dans des affects de tonalités très diverses. La préservation de la pluralité de la vie de chaque femme, la sauvegarde du pluriel des femmes, est un antidote fondamental à l'uniformisation économique du monde.

Les femmes constituant l'agent le plus puissant de la fonction de consommation, et la consommation restant personnalisée, malgré l'univers envahissant de la publicité, la diversité des besoins peut être traduite par les femmes-agents-de-consommation dans un type de fonction économique, régulateur du modèle unique.

Fundação Cuidar o Futuro

Des modèles de consommation différenciés exigent que les femmes se soient affranchies des attentes qui pèsent sur leurs rôles et leur image et qu'elles se façonnent des styles de vie créateurs.

1) La flexibilité - nouveaux modes d'organisation sociale

La déréglementation entraîne avec elle la possibilité d'introduire dans les unités du système économique une grande diversité de modes d'agencement de ses composantes. D'où la flexibilité en tant que force motrice de l'adaptation et du changement pour "le bon fonctionnement du marché".

Les femmes y sont de plain pied. Entrées dans le monde rigide de "la cité des hommes", les femmes ont besoin d'un cadre de flexibilité. Elles vont y inscrire de nouvelles manières



d'organiser leur vie de travail et les tâches variées qui leur reviennent dans les institutions familiales.

Fundação Cuidar o Futuro